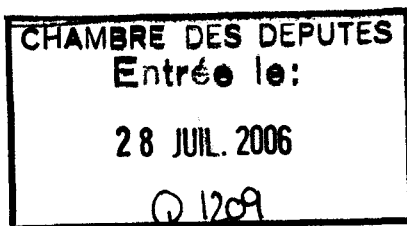


Question écrite n°1209 - Sujet : Système des peines pénales

Auteur(s) : Madame Nancy Arendt épouse Kemp, Députée
Destinataire(s) : Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice
Date limite de réponse à la question : 28-08-2006

Evènement(s) :

Date	Description	Liens
28-07-2006	Dépôt de la question	Document écrit de la question
28-09-2006	Réponse écrite de Monsieur Luc Frieden, Ministre de la Justice	Document écrit de la réponse



Monsieur Lucien WEILER
Président de la Chambre des Députés
Luxembourg

Luxembourg, le 28 juillet 2006

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous informer que, conformément à l'article 76 du règlement de la Chambre des Députés, je souhaiterais poser une série de questions à Monsieur le Ministre de la Justice concernant notre système des peines pénales.

Au vu des événements tragiques survenus récemment en Belgique – l'assassinat de deux fillettes accompagné de viol pour l'une d'entre elles –, il est, à mes yeux, légitime de se demander si notre système judiciaire, et plus particulièrement notre système des peines pénales, est adapté pour appréhender les infractions les plus graves et les plus abjectes, surtout en cas de récidive.

Selon la source sur laquelle on se base, le taux de récidive en matière pénale se situe entre 0,5% et 10%. D'après le site Internet du Ministère de la Justice française, le taux de récidive se situerait aux alentours de 1,8%. Il est difficile de trouver des chiffres précis en la matière. Au Luxembourg, il n'existe, sauf erreur, aucune donnée en l'espèce.

Si on se base sur les quelques chiffres disponibles à l'étranger, on constate que dans le domaine des crimes sexuels, 80% des violeurs ont un passé criminel et qu'environ la moitié des actes récidives sont accomplis moins d'un an après la sortie de prison. Il est permis dès lors de douter que la sanction pénale parvienne à remplir entièrement son objectif, qui ne se résume pas uniquement à un aspect punitif. La sanction pénale a également pour but de dissuader les criminels et de prévenir les récidives. A cet égard, force est de constater que nos pays voisins, plus particulièrement la Belgique et la France, disposent d'un arsenal de mesures et de sanctions plus étoffé.

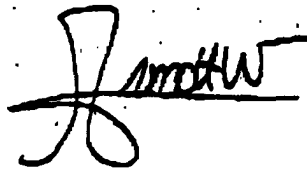
Dans ce contexte, j'aurais aimé poser les questions suivantes à Monsieur le Ministre de la Justice:

- Le gouvernement pense-t-il que l'actuel système des peines permet d'appréhender correctement les infractions et de dissuader les récidives ou, au contraire, devrait-il être réformé ?
- Au cas où une réforme devait s'avérer nécessaire, le gouvernement envisage-t-il de sanctionner plus fermement certaines infractions, notamment les atteintes contre les personnes les plus graves comme p.ex. les délits sexuels ?

- La réforme pourrait-elle prendre la forme de la mise en place de mesures et de sanctions alternatives ou complémentaires p.ex. l'obligation pour le condamné, dans le cadre d'une infraction sexuelle, de suivre une thérapie en cas de libération conditionnelle, à l'instar de ce que prévoit la législation belge en matière d'infractions sexuelles commises sur mineur ?
- Le gouvernement pense-t-il que le système de la période de sûreté, tel qu'il existe en France p.ex., constitue un bon moyen pour lutter contre les récidives ? En cas de réponse affirmative, le gouvernement entend-t-il emprunter cette voie ?
- En tout état de cause, le gouvernement dispose-t-il de chiffres précis concernant les récidives en matière d'infractions contre les personnes et plus particulièrement en matière de délits sexuels ? En cas de réponse négative, envisage-t-il de remédier à la situation ?

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'expression de ma parfaite considération.

Nancy Arendt
Députée

A handwritten signature in black ink, appearing to read 'Nancy Arendt', written over a horizontal line.



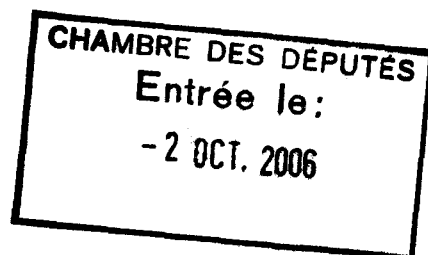
LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère d'État
La Secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement

Luxembourg, le 28 septembre 2006

Monsieur le Président
de la Chambre des Députés

Luxembourg

Personne en charge du dossier:
Nicole Sontag-Hirsch
☎ 478 - 2952



Réf.: 2005 - 2006 / 1209 - 05

Objet: Réponse à la question parlementaire n° 1209 du 28 juillet 2006
de Madame la Députée Nancy Arendt.

Monsieur le Président,

J'ai l'honneur de vous transmettre en annexe la réponse de Monsieur le Ministre de la Justice à la question parlementaire sous objet, concernant le système des peines pénales.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma haute considération.

Pour la Secrétaire d'Etat aux Relations
avec le Parlement

Daniel Andrich
Conseiller de Gouvernement 1^{re} classe



Luxembourg, le 28 SEP. 2006

QP 37/06

**Madame la Secrétaire d'Etat
aux Relations avec le Parlement
43, boulevard F.-D. Roosevelt
L-2450 LUXEMBOURG**

*Concerne: question parlementaire N° 1209 du 28 juillet 2006 de Madame la
députée Nancy ARENDT*

Madame la Secrétaire d'Etat,

J'ai l'honneur de vous faire parvenir en annexe la réponse à la question
parlementaire mentionnée sous rubrique avec prière de bien vouloir la
transmettre à Monsieur le Président de la Chambre des Députés.

Veuillez agréer, Madame la Secrétaire d'Etat, l'expression de ma
considération distinguée.


Luc Frieden

Ministre de la Justice

Le Ministre aux Relations avec le Parlement	
SERVICE CENTRAL DE LEGISLATION	
Reg.:	SCL:
Entré le: 28 SEP. 2006	
CE:	CHD:
A traiter par:	
Copie à:	

Réponse de Monsieur le Ministre de la Justice à la question parlementaire No. 1209 du 28 juillet 2006 de Madame la Députée Nancy ARENDT

D'une manière générale le système des peines tel que prévu par notre législation pénale donne satisfaction. Il est d'ailleurs sensiblement analogue à ceux existant en Belgique et en France, pays où traditionnellement le Luxembourg s'inspire pour ce qui est du droit pénal et de la procédure pénale.

Il faut certes adapter notre arsenal répressif aux nécessités de la société moderne en constante évolution, ce qui implique que régulièrement la Chambre des députés est saisie de projets de loi modifiant ou complétant notre droit pénal matériel, y compris le catalogue des peines pour des infractions déterminées.

Pour ce qui est des infractions sexuelles, je me permets de citer un extrait du rapport d'activité de janvier 2005 de Madame la déléguée du Procureur Général d'Etat aux établissements pénitentiaires :

« Le problème qui se pose souvent chez les délinquants sexuels est celui de la thérapie à appliquer et de la récidive à empêcher. Il est actuellement acquis que certains délinquants sexuels ne sont pas accessibles à une thérapie, de sorte que le danger de récidive continue à exister à la fin de la peine et qu'en l'état actuel de notre législation aucune mesure ne peut leur être appliquée après la libération (sauf ce qui est prévu le cas échéant dans le cadre du sursis probatoire et de la libération conditionnelle). Des réflexions devraient être menées sur l'instauration de mesures de sûreté et de surveillance après la fin de la peine pour les personnes à caractère dangereux. »

A la suite un groupe de travail a été institué au ministère de la Justice pour examiner la question. Plusieurs pistes sont envisageables, soit cumulativement, soit alternativement.

Ainsi on pourrait notamment :

- augmenter de manière générale les peines prévues pour les infractions sexuelles ;
- prévoir une injonction thérapeutique – qui existe d'ores et déjà dans le cadre de la libération conditionnelle – à tous les stades de la procédure et de l'exécution des peines ;
- prévoir la « Sicherheitsverwahrung » telle que prévue par le droit allemand, permettant à une autorité judiciaire, sous réserve de garanties suffisantes pour le condamné, d'imposer de nouvelles mesures ou de retarder la sortie de prison du détenu en raison de sa dangerosité constatée par une expertise médicale.

Tout en mesurant la difficulté juridique d'imposer des mesures à des personnes qui ont subi leur peine, je suis favorable à des aménagements législatifs dans un souci de protection des femmes et des enfants et je compte faire des propositions afférentes sous peu.

Les services de l'exécution des peines ne disposent pas de statistiques précises en cette matière, ce qui est d'ailleurs difficile à réaliser vu le nombre élevé de condamnés étrangers non résidents.